

McDougall) believed he was perfectly justified in reading this note, as a statement in contradiction of what it contained had been made to the public. The note reads as follows:—

Richview, Nov. 3rd, 1868.

My dear McDougall,—As agreed upon when we parted, I now write you, and would have done so some time ago were it not that other engagements interfered. I saw Sir John when in Toronto, and was somewhat prepared as to what he would propose in filling up the vacancies in the Cabinet, after the meeting I had with Campbell (when you were present) in Ottawa. The proposal was that I should accept either of the two offices held by your former colleagues; a Conservative to fill up the other one which it was important should be done soon. The reason given for departing from the agreement entered into prior to the last elections was the few Liberals supporting the Government, and that he had been formally notified last session by some of his supporters that they would cross to the other side of the House if the vacancy existing was not given to a Conservative, if filled up, and that Howland had not only agreed to such an arrangement, but suggested it; and he was to get a letter from him to that effect. I asked him if Howland could make an arrangement of that kind without your consent, and that of the Liberals who were supporting the Government, neither of which had been obtained? Knowing that you had most emphatically—when Campbell made a similar statement—denied ever having agreed to anything of the kind, I asked him if it was understood that you did not, in filling up the vacancies, occupy the same position that Howland did on Brown's retirement. The reply was: "Yes." I have heard nothing of the letter since. I was not prepared for this agreement being pleaded for a change, and told him at both interviews that I could not barter my friends, even if Howland did his colleague and supporters; and was quite sure that you would be much surprised when you became aware how your position in the Cabinet was looked upon. My proposal was that another Liberal should come in; and nothing less could be accepted by me, having no desire to consummate the agreement pleaded, and assume the responsibility that must attach to such an act compromising you and the Liberal party, as also myself. The interview ended, he insisting that what was said should go for nothing, and that the matter should rest as it did when I left Ottawa.

The Reformers who were favourable to the Coalition are disgusted and indignant that Sir John should make such a proposal; and I have not seen any of our friends who would

sur l'entrevue. Il (M. McDougall) croit être en droit de lire cette lettre, étant donné qu'elle démentit une déclaration faite au public. Voici la teneur de la lettre:

Richview, le 3 novembre 1868.

Mon cher McDougall,—Comme il a été convenu lorsque nous nous sommes quittés, je vous écris et l'aurais fait bien avant si d'autres engagements ne m'en avaient empêché. J'ai vu sir John, à Toronto, et après l'entretien que nous avons eu à Ottawa, M. Campbell, vous et moi, je m'attendais en quelque sorte à sa proposition quant aux personnes devant occuper les postes vacants au Cabinet. Il a donc proposé que j'accepte l'un des deux postes détenus par vos anciens collègues et a déclaré qu'il était important que l'autre poste soit occupé le plus tôt possible par un conservateur. Il m'a dit que s'il dérogeait ainsi à l'accord conclu avant les dernières élections, c'était parce que très peu de libéraux appuyaient le Gouvernement et que certains de ses partisans lui avaient signifié de façon bien nette qu'ils se rallieraient à l'Opposition si le poste vacant n'était pas donné à un conservateur. De plus, il m'a assuré que non seulement Howland approuvait cette mise en demeure, mais l'avait même suggérée, et qu'il attendait une lettre à ce sujet. Je lui ai alors demandé si Howland pouvait prendre une telle initiative sans avoir obtenu d'abord votre consentement et celui des libéraux qui appuient le Gouvernement? Sachant que, lorsque Campbell avait tenu des propos analogues, vous aviez nié catégoriquement avoir jamais consenti à un tel accord, je lui ai demandé s'il était conscient que votre position au moment de pourvoir aux postes vacants, n'était pas la même que celle de M. Howland au moment de la retraite de M. Brown. Il m'a répondu dans l'affirmative. Je n'ai pas encore reçu la lettre promise. Je ne m'attendais guère à ce que cet accord serve de prétexte à un changement et lui ai dit au cours de nos deux rencontres que je ne pouvais abandonner mes amis même si Howland abandonnait ses collègues et ses partisans, et que j'étais sûr que vous seriez bien surpris en apprenant comment votre position dans le Cabinet était envisagée. J'ai proposé qu'on fasse appel à un autre libéral, seule solution qui me paraissait acceptable, car je n'avais nullement le désir d'accepter l'entente proposée, ni d'assumer la responsabilité nécessairement liée à un tel acte qui porte préjudice à vous, à moi et au Parti libéral. A la fin de l'entrevue, il m'a enjoint d'oublier tout ce qui avait été dit et de laisser l'affaire telle qu'elle l'était à mon départ d'Ottawa.

Les réformistes en faveur de la coalition sont indignés et scandalisés que sir John ait pu faire une telle proposition, et je ne pense pas qu'aucun de nos amis ne m'approuverait ou